



## PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. BORAX FRANCAIS des prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation et au suivi post-exploitation du dépôt de borogypse situé à DUNKERQUE, section Petite-Synthe pour son établissement de COUDEKERQUE-BRANCHE.**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment ses articles 18 et 34-1 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions préfectorales réglementant le fonctionnement des activités de la S.A. BORAX FRANCAIS à COUDEKERQUE-BRANCHE, route de Bourbourg et notamment les arrêtés des 27 avril 1987, 16 avril 1991, 19 août 1999 et 24 mai 2002 ;

VU le rapport du 14 mai 2003 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 17 juin 2003 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'encadrer les modalités de réhabilitation et de surveillance de l'ancien dépôt de borogypse ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La Société BORAX FRANÇAIS, dont le siège social est situé route de Bourbourg – BP 59 – 59411 COUDEKERQUE BRANCHE Cédex est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté relatives à la réhabilitation et au suivi post-exploitation du dépôt de borogypse qu'elle a exploité de 1963 à 1998 sur la commune de DUNKERQUE – Section PETITE SYNTHE (parcelles cadastrales 460 AR n°s 50 et 53).

### **ARTICLE 2 – REAMENAGEMENT - COUVERTURE**

#### **2.1 – Description générale**

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le réaménagement et la couverture du dépôt sont exécutés conformément aux indications figurant dans le "dossier de cessation d'activité du site de PETITE SYNTHE" adressé en préfecture le 26 avril 2002, indications complétées et mises à jour :

- dans le rapport d'étude sur la perméabilité du borogypse adressé à l'Inspection des installations classées le 20 décembre 2002
- dans le rapport « informations additionnelles » référencé 44555G adressé à l'inspecteur des installations classées le 28 février 2003.

#### **2.2 – Procédure générale de réalisation des travaux**

La réalisation des travaux de réhabilitation du site : terrassement (type d'engin à utiliser – nombre de passages – fréquence des vibrations – épaisseur des couches - conduite à tenir en fonction de la météo) et couverture, fera l'objet de la procédure générale définie ci-après.

Les travaux sont définis au travers d'un cahier des charges et de plans d'exécution. Les documents sont soumis à l'avis d'un tiers-expert compétent à la charge de l'exploitant et dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Le tiers-expert vérifiera la conformité du cahier des charges avec les prescriptions du présent arrêté et les règles de l'art. Il en rendra compte à l'inspecteur des installations classées avant le début d'exécution des travaux.

La réalisation des travaux donne lieu à une procédure d'assurance de la qualité portant notamment sur le choix des matériaux, l'exécution des ouvrages et leur réception. En particulier, les points suivants devront faire l'objet d'une réception par un tiers-expert :

- compacité et imperméabilité du tas de borogypse après travaux de reprise et terrassement
- tassement des ouvrages
- stabilité des pentes
- étanchéité des membranes, continuité de cette étanchéité
- qualité de collecte et de ruissellement des eaux.

Il sera remis à l'inspecteur des installations classées un rapport d'exécution des travaux suivant cette procédure, accompagné des plans de récolement et certificats de vérification par le tiers-expert.

### **2.3 – Configuration du site réhabilité**

La partie Ouest du dépôt où a été entreposée la plus grande quantité de borogypse est reprofilée et le sommet du tas est abaissé au niveau de la crête des buttes périphériques existantes.

Sur la totalité de l'emprise du dépôt interne aux buttes périphériques, toutes les dispositions sont prises par l'exploitant, et notamment combinaison entre hauteur de borogypse et technique de dépôt, pour que le tas de borogypse mis en place constitue une barrière de sécurité garantissant une imperméabilité moyenne au moins équivalente à celle d'une couche d'un mètre de puissance constituée par un matériau d'un coefficient de perméabilité inférieur ou égal à  $1.10^{-9}$  m/s. L'exécution des travaux correspondants est réceptionnée par un organisme indépendant.

Toutes les dispositions nécessaires sont observées pour que la stabilité du tas de borogypse soit assurée sur le long terme : terrassement, adoucissement des pentes : 2 horizontal pour 1 vertical maximum, y compris pour la face interne des buttes périphériques. Cette exigence ne vaut pas pour la face externe de ces buttes, déjà engazonnée.

Aucun point du dépôt, après couverture telle que décrite ci-dessous à l'article 2.4, ne dépassera la cote de 12 m NGF.

Les profils des terrains du site définitivement réaménagés doivent présenter des pentes minimales de 2 % même en cas de tassements, permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte appropriés. Le profil topographique permettra d'éviter les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion.

### **2.4 – Constitution de la couverture**

La "barrière de sécurité passive", constituée par le tas de borogypse lui-même réaménagé dans les conditions précisées ci-dessus, sera recouverte d'une structure multi-couches qui comprendra au minimum, du bas vers le haut :

- un écran imperméable composé d'une géomembrane en PEHD 1 mm ou tout autre dispositif présentant une garantie d'efficacité au moins équivalente.

La géomembrane pourra ne pas recouvrir la face externe des buttes périphériques en place. Dans ce cas, elle sera efficacement ancrée en partie supérieure de celles-ci, conformément à l'une des options décrites sur la figure référencée DRG N° 44555-101-1006F, jointe en annexe au dossier de février 2003 précité.

L'étanchéité de la géomembrane est assurée par un recouvrement suffisant entre les différents rouleaux de géomembrane et par des soudures contrôlables sur toute leur longueur.

Des contrôles de la qualité de la géomembrane et de la bonne réalisation de sa pose (ancrage et vérification des soudures notamment) sont réalisés par un organisme indépendant et les résultats sont adressés à l'Inspection des installations classées.

- un géotextile disposé sur la géomembrane et dont la fonction est d'éviter le poinçonnement et donc la détérioration de cette dernière.

- un niveau drainant d'un coefficient de perméabilité supérieur à  $1.10^{-4}$  m/s dans lequel sont incorporés des drains collecteurs reliés aux dispositifs de collecte des eaux

- un géotextile anticontaminant
- une couche d'au moins 0,5 mètre d'épaisseur de terre végétale permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale (engazonnement et entretiens réguliers : 2 tontes par an au minimum).

La provenance de la terre végétale nécessaire à la couverture finale est soumise, avant acceptation sur le site du dépôt, à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Toutes informations utiles sur la provenance des terres lui sont communiquées ; elles sont accompagnées en tant que de besoin des résultats d'analyses effectuées sur ces terres.

L'exploitant pourra proposer une technique d'aménagement de la couverture finale différente de celle décrite ci-avant à l'article 2.4 à condition qu'elle offre des garanties d'imperméabilité et de drainage au moins équivalentes. Cette technique ne pourra en aucun cas être mise en œuvre sans l'accord préalable de l'Inspection des installations classées.

## **2.5 - Plan de réaménagement et couverture**

Le plan de réaménagement et couverture, accompagné le cas échéant de plans de détails, présente :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture – végétation – réseaux de collecte et de drainage – couverture...)
- la position exacte des dispositifs de contrôle avec leur référence
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre pour l'ensemble du site, y compris les buttes.

Le plan de réaménagement est progressivement tenu à jour pour tenir compte de la réalisation des travaux, jusqu'à aboutir au plan de couverture final du dépôt. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **2.6 – Clôture**

Les zones facilement accessibles du dépôt sont clôturées au moyen d'un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres ou de tout autre type de clôture présentant des garanties au moins équivalentes.

L'état des clôtures est régulièrement vérifié.

Tous les moyens nécessaires au suivi post-exploitation sont protégés efficacement des intrusions durant toute la période de suivi, et maintenus accessibles par l'exploitant.

## **2.7 - Echéances**

Les travaux de réaménagement couverture sont réalisés progressivement, dès la notification du présent arrêté, en fonction des conditions météorologiques.

L'exploitant observera toutes les dispositions nécessaires pour que la totalité des travaux de réaménagement et de couverture soient achevés au plus tard le 31 décembre 2007.

## **ARTICLE 3 – EAUX SUPERFICIELLES**

### **3.1- Gestion des eaux**

#### **3.1.1 - Collecte**

Les eaux pluviales ayant été en contact avec le borogypse, susceptibles d'être polluées, et les eaux pluviales de ruissellement sur le dépôt et en périphérie, non susceptibles d'être polluées après travaux partiels de couverture, doivent être collectées séparément.

Un schéma des réseaux de collecte des eaux pluviales sur le dépôt doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il fait apparaître les secteurs collectés, les sens d'écoulement, les ouvrages de traitement éventuels, les différents points de contrôle et points de rejets.

#### **3.1.2 - Rejets**

Les eaux superficielles se trouvant sur l'emprise du site et ayant été directement en contact avec le borogypse, ne pourront être rejetées au milieu naturel (watergang du Noort Gracht) le cas échéant après traitement, que si des analyses avant rejet, réalisées au moins sur 2 prélèvements représentatifs de la qualité de ces eaux, attestent que les valeurs limites fixées à l'article 3.2 sont toutes respectées.

A défaut, elles seront éliminées dans une filière de traitement dûment autorisée ou gérées sur le site par l'intermédiaire de buttes et fossés de collecte provisoires, et de manière à favoriser l'évaporation.

Durant la phase des travaux de réaménagement, les eaux de ruissellement sur les zones imperméabilisées, n'ayant pas été en contact avec le borogypse, pourront être rejetées au milieu naturel, sous réserve du respect des dispositions de l'article 3.2

Lorsque les travaux de couverture seront achevés, les eaux collectées sur le site et en périphérie seront rassemblées pour être rejetées en 2 points au maximum au watergang du Noort Gracht.

### **3.2- Valeurs limites de rejet**

Les eaux collectées sur le site et à sa périphérie ne pourront être rejetées au milieu naturel que si elles satisfont aux conditions suivantes :

5.5 < pH < 8.5

PARAMETRES	VALEURS LIMITES SUPERIEURES	
	Concentrations en mg/l	
	Période de réaménagement	Période après travaux
MES	100	35
Sulfates	250	250
Bore	20	10
Arsenic	0.1	0.1
Aluminium	0.2	0.2
Nickel	0.1	0.1

### **3.3 – Surveillance des eaux superficielles**

#### **3.3.1 – Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet au milieu naturel des eaux pluviales en provenance de l'ancien dépôt, doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Les points de prélèvement doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des installations classées et du Service chargé de la police des eaux.

#### **3.3.2 – Dilution des rejets**

Il est interdit d'abaisser la concentration en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement normal des eaux collectées sur le site.

#### **3.3.3 – Nombre et localisation des prélèvements - Analyses**

Le prélèvement des eaux superficielles se fera au moins en chacun des points suivants :

- points de collecte des eaux de ruissellement sur le site et en périphérie, avant rejet au watergang du Noort Gracht
- watergang du Noort Gracht, en amont du dépôt vis-à-vis du sens d'écoulement vers le canal de Bourbourg. Il pourra s'agir du point repéré A(CR) sur le plan joint en annexe.
- watergang du Noort Gracht en aval du dépôt. Il pourra s'agir du point repéré D(CB) sur le plan joint en annexe.

Pour chacun des 3 prélèvements, les paramètres à analyser et les normes applicables sont définis dans le tableau ci-dessous :

<b>PARAMETRES</b>	<b>METHODES DE MESURE</b>
pH	NF T 90 008
Conductivité	
MES	NF EN 872
Sulfates	-
Calcium	-
Magnésium	-
Bore	-
Arsenic	NF EN ISO 11969 – FD T 99 119 – NF EN 26595 – ISO 11885
Aluminium	FD T 90 119 – ISO 11885 – ASTM 8.57.79

#### **ARTICLE 4 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'analyse concerne les prélèvements d'eau effectués dans les 8 piézomètres implantés sur le site de la décharge ou à proximité tels que repérés sur le plan joint en annexe au présent arrêté.

Elle porte, pour chacun de ces prélèvements, sur les paramètres suivants

<b>PARAMETRES</b>	<b>METHODES DE MESURE</b>
Niveau	NF T 90 008
pH	
Conductivité	
Sulfates	
Calcium	
Magnésium	-
Bore	NF EN ISO 11969 – FD T 99 119 – NF EN 26595 – ISO 11885
Arsenic	
Aluminium	
	FD T 90 119 – ISO 11885 – ASTM 8.57.79

Les piézomètres constituant le réseau de surveillance feront l'objet d'un nivellement des têtes.

La tête des piézomètres doit être surélevée d'au moins 20 cm par rapport au niveau du terrain. Elle doit se trouver dans un avant-puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Si certains des piézomètres visés ci-dessus doivent disparaître lors des travaux de réhabilitation, d'autres piézomètres seront créés à proximité immédiate. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 5 - PROGRAMME DE SUIVI**

Un programme de suivi est réalisé dès la notification du présent arrêté et pendant une période minimale de 30 ans ; il comprend au moins :

- le contrôle mensuel de l'état des ouvrages de collecte des eaux de ruissellement
- l'entretien régulier du site (fossés, couverture végétale, écran végétal, clôture, puits de contrôle...)
- les contrôles de stabilité et observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles
- la surveillance des eaux souterraines comprenant les analyses définies à l'article 4, réalisées à une fréquence trimestrielle pendant la phase des travaux de réaménagement et à une fréquence semestrielle ensuite
- la surveillance des eaux superficielles comprenant les analyses définies à l'article 3.3.3, réalisées à une fréquence mensuelle durant la phase des travaux de réhabilitation, puis à une fréquence semestrielle.

Si les prélèvements et analyses des eaux superficielles et souterraines sont réalisés par l'exploitant, ce dernier doit faire procéder au moins une fois par an pour l'ensemble des points à surveiller, à un calage de son autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement). Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, l'inspecteur des installations classées peut demander que les analyses périodiques effectuées conformément au programme de suivi soient renouvelées pour le paramètre en cause, et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en place un plan d'action et de surveillance renforcée, en accord avec l'inspecteur des installations classées. L'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Le programme de suivi, périodicité et nature des prélèvements et analyses notamment, ne pourra être modifié ou suspendu que par arrêté préfectoral complémentaire, sur la base des résultats obtenus pendant une période de suivi suffisamment représentative. Cette obligation vaut également au terme de la période minimale de suivi de 30 années.

## **ARTICLE 6 – ENREGISTREMENT DES DONNEES**

Les données du suivi et les comptes-rendus des visites de contrôle du site, de même que toute anomalie ou dérive constatée, seront consignés dans un registre.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier général de suivi du site de l'ancien dépôt comportant les documents suivants :

- le dossier de cessation d'activité, version avril 2002, ainsi que les 2 rapports d'étude complémentaires visés à l'article 2.1 du présent arrêté
- les actes préfectoraux
- les registres mis à jour, demandés au travers des dispositions du présent arrêté
- les résultats de toutes les mesures de contrôle (constats, procès-verbaux de réception de travaux...) et analyses (terre végétale, eaux souterraines et superficielles...) prescrites dans le présent arrêté, classés par année
- les plans tenus à jour de l'ensemble du dépôt faisant apparaître les aménagements (clôtures, voies d'accès et de circulation...), les niveaux topographiques, les dispositifs de surveillance, les zones réaménagées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les différents documents prescrits dans le présent arrêté (dossiers, registres, plans, résultats d'analyses...) seront tous conservés et archivés pendant une durée minimale de 10 ans après la fin de la période de suivi définie à l'article 5.



## **ARTICLE 7 – TRANSMISSION DES RESULTATS**

Les résultats des analyses de surveillance sur les eaux souterraines ou superficielles réalisées en application des dispositions de l'article 5 ci-dessus sont transmis au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'Inspection des installations classées et au Service chargé de la police des eaux. Ces résultats seront accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes d'anomalies éventuellement constatées ainsi que sur les mesures observées le cas échéant pour y remédier. Ils sont archivés par l'exploitant pendant toute la période de suivi du site.

A compter de la notification du présent arrêté, une fois par an, avant la fin du premier mois de chaque année civile, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées un rapport annuel de surveillance du site qui comprendra notamment un chapitre relatif à la sécurité générale du site, un récapitulatif des contrôles divers et de toutes les analyses de surveillance réalisées au cours de l'année écoulée en application du présent arrêté et tout élément d'information pertinent sur le suivi et la surveillance du site durant cette année.

A l'issue d'une période de suivi de 10 ans, l'exploitant adresse à Monsieur le Préfet du Nord un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse de toutes les mesures effectuées depuis la date de notification du présent arrêté. Ce mémoire est accompagné du plan de couverture défini à l'article 2.5 ci-avant.

## **ARTICLE 8 – CONTROLES ET ANALYSES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, prélèvements et analyses de sol, de déchets, d'effluents liquides ou gazeux, par un organisme tiers choisi par lui-même ou dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Il peut également demander le contrôle de l'impact du dépôt sur le milieu récepteur. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIERES**

En application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2002, l'exploitant est tenu d'informer l'Inspection des installations classées de toute éventuelle nécessité de modification, pour une ou plusieurs des périodes annuelles ou triennales définies, du montant des garanties financières constituées en application de cet arrêté du 24 mai 2002, pouvant résulter du mode de réhabilitation retenu, de la prise en compte des prescriptions du présent arrêté préfectoral, d'un retard observé dans le déroulement des travaux, ou de tout événement notable.

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu d'adresser un acte de cautionnement se substituant à celui du 18 juillet 2002 et tenant compte de la nécessité d'établir le montant de ces garanties sur la base des prix TTC.

## **ARTICLE 10 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Conformément à l'article L 515-12 du code de l'environnement et aux articles 24.1 à 24.8 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, des servitudes d'utilité publique seront instituées par arrêté préfectoral, après les procédures d'enquêtes publique et administrative prévues par ce même décret, sur la zone de stockage du borogypse, dont l'exploitation est aujourd'hui achevée.

Ces servitudes doivent interdire toute modification de la topographie des terrains ou travaux de forage au travers de la couverture, et plus généralement l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des ouvrages de contrôle et le maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent en tant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

A cet effet, l'exploitant déposera en préfecture du Nord dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté un dossier conforme aux dispositions de l'article 24.4 du décret du 21 septembre 1977 afin qu'il soit procédé aux enquêtes publique et administratives requises.

#### **ARTICLE 11 – BILAN DE LA PERIODE MINIMALE DE SUIVI**

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi définie ci-avant à l'article 5, l'exploitant adresse au préfet un dossier mis à jour tel que prévu à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, dont le contenu comprendra en outre :

- une étude de stabilité du dépôt
- le relevé topographique détaillé du site
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines et superficielles pratiquées durant la période de suivi
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone réaménagée, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol : l'utilisation ultérieure du site devra rester compatible avec la présence du borogypse stocké et en aucun cas ne devra remettre en cause l'étanchéité mise en place
- des indications sur la surveillance éventuelle à maintenir de l'impact de l'ancien dépôt sur son environnement et sur la manière dont l'exploitant entend la mettre en œuvre
- un mémoire sur la réalisation des travaux et opérations de surveillance couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée ou la réduction de ces garanties.

Le préfet fait alors procéder par l'inspecteur des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions qui ont été imposées par arrêté préfectoral.

En application de l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspecteur des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et aux maires des communes intéressées. Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

La date à laquelle peuvent être levées en tout ou partie les garanties financières est déterminée par arrêté préfectoral complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels du site. Le préfet peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

## **ARTICLE 12 – ACCIDENTS - INCIDENTS**

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles afin d'en limiter les effets. Il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus sur le site de l'ancien dépôt, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il fournit à l'inspecteur des installations classées sous quinzaine un rapport présentant les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier ces dernières et pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **ARTICLE 13 - MODIFICATIONS**

Toute modification qui serait apportée par l'exploitant au mode de réhabilitation du dépôt de borogypse tel que décrit dans son dossier de cessation d'activité du 26 avril 2002 ou repris au travers des prescriptions du présent arrêté, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance :

- du préfet
- de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 14 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études, travaux et analyses réalisés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 15 – SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 16 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de 2 mois pour l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## ARTICLE 17 - EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

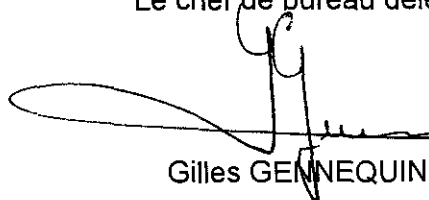
- Messieurs les maires de DUNKERQUE et COUDEKERQUE-BRANCHE,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé aux mairies de DUNKERQUE et COUDEKERQUE-BRANCHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché aux mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 21 août 2003

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,

  
Gilles GENNEQUIN



Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général

Yann JOUNOT